

**RAPPORT DE SYNTHÈSE DE LA 1^{ère} PHASE DES MISSIONS DE
SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER DES PROJETS ET
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU TITRE DE
L'ANNEE 2017 DANS LE CADRE DE LA MISE ENŒUVRE DU
PREM**



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
I. OBJECTIFS DES MISSIONS.....	4
II. RESULTATS ATTENDUS DES MISSIONS.....	4
III. METHODOLOGIE.....	5
IV. LISTE DES PROJETS ET PROGRAMMES SUIVIS.....	5
V. SITUATION D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROJETS ET PROGRAMMES.....	7
5.1. MINISTERE DE L'AGRICULTURE.....	7
5.1.1. <i>Projet de renforcement de la Résilience contre l'insécurité Alimentaire au Mali (PRIA-Mali) ..</i>	7
5.1.2. <i>Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro (PRESAN-KL) ..</i>	8
5.1.3. <i>Projet de renforcement de la résilience au Sahel (P2RS) ..</i>	9
5.1.4. <i>Contrat plan Etat – ADRS –Exploitants ..</i>	10
5.1.5. <i>Contrat Plan Etat-OPIB -Producteurs.....</i>	10
5.2. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....	11
5.2.1. <i>Projet des filets sociaux jigisème jiri/IDA ..</i>	11
5.3. MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE.....	11
5.3.1. <i>Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso(PRODEFA)</i>	11
5.4. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	12
5.4.1. <i>Projet des Ressources Naturelles et Changements Climatiques.....</i>	12
5.4.2. <i>Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba</i>	13
1.1.1. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU.....	15
1.1.2. <i>Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba.....</i>	15
1.1.3. <i>Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP des Centres Urbains et Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région</i>	16
1.2. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION.....	17
1.2.1. <i>Projet de réhabilitation des infrastructures de tutelle des Collectivités Territoriales</i>	17
1.3. MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.....	18
1.3.1. <i>Projet de réhabilitation des Centres d'auto promotion des femmes.....</i>	18
1.3.2. <i>Projet d'aménagement de l'espace de loisirs de la Cité des Enfants.....</i>	18
1.3.3. <i>Construction/Equipement DNPf.....</i>	19
1.4. MINISTERE DE LA CULTURE.....	20
1.4.1. <i>Equipement/Conservatoire des Arts et des Métiers.....</i>	20
1.5. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT.....	20
1.5.1. <i>Acquisition/réparation des engins lourds.....</i>	20
1.5.2. <i>Construction bureaux/annexes DFM du Ministère de l'Equipement et du Désenclavement....</i>	22
1.5.3. <i>Projet d'aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS).....</i>	22
1.5.4. <i>Travaux de construction et de bitumage de la bretelle Katélé (RN7)-Kadiolo-Zégoua</i>	23
1.5.5. <i>Reconstruction pont Kouoro barrage RN11 Sikasso-Koutiala.....</i>	24
1.6. MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	25
1.6.1. <i>Projet de Fléchage et l'Aménagement du Circuit Tourisme dans le Pays dogon phase II</i>	25
1.7. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.....	25
1.7.1. <i>Aménagement/Equipement Laboratoires des grandes Ecoles.....</i>	25
1.8. MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE.....	26
1.8.1. <i>projet d'aménagement et d'équipement de la maison des aînées</i>	26
1.9. MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE.....	27
1.9.1. <i>Programme National Promotion Jeunesse (PNPJ).....</i>	27
II. LES PRINCIPAUX CONSTATS DES MISSIONS	28

6.1. MINISTERE DE L'AGRICULTURE	28
2.1.1. <i>Projet de renforcement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire au Mali (PRIA Mali)</i>	28
2.1.2. <i>Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro (PRESAN-KL)</i>	29
2.1.3. <i>Projet de Projet de renforcement de la résilience au Sahel (P2RS)</i>	29
2.1.4. <i>Contrat plan Etat – ADRS –Exploitants</i>	29
2.1.5. <i>Contrat Plan Etat-OPIB -Producteurs</i>	29
2.2. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....	30
2.2.1. <i>Projet des filets sociaux jgisème jiri/IDA</i>	30
2.3. MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	30
2.3.1. <i>Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso (PRODEFA)</i>	30
2.4. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	31
2.4.1. <i>Projet des Ressources Naturelles et Changements Climatiques</i>	31
2.4.2. <i>Le Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba</i>	31
2.5. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	32
2.5.1. <i>Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba</i>	32
2.5.2. <i>Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ere, 2eme, 5eme et 6eme Régions</i>	32
2.6. MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE	32
2.6.1. <i>Projet d'aménagement et d'équipement de la maison des aînés</i>	32
2.7. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION	32
2.7.1. <i>Projet de réhabilitation des infrastructures de tutelle des Collectivités Territoriales</i>	32
2.8. MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	33
2.8.1. <i>Projet de réhabilitation des Centres d'auto promotion des femmes</i>	33
2.8.2. <i>Projet d'aménagement de l'espace de loisirs de la Cité des Enfants</i>	33
2.8.3. <i>Construction/Equipement DNPf</i>	33
2.9. MINISTERE DE LA CULTURE	33
2.9.1. <i>Equipement/Conservatoire des Arts et des Métiers</i>	33
2.10. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT	34
2.10.1. <i>Acquisition/réparation des engins lourds</i>	34
2.10.2. <i>Construction bureaux/annexes DFM du Ministère de l'Equipement et du Désenclavement</i>	34
2.10.3. <i>Projet d'aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS)</i>	34
2.10.4. <i>Travaux de construction et de bitumage de la bretelle Katélé (RN7) -Kadiolo-Zégoua</i>	34
2.10.5. <i>Reconstruction pont Kouoro barrage RN11 Sikasso-Koutiala</i>	35
1.1. MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	35
1.1.1. <i>Projet de Fléchage et l'Aménagement du Circuit Tourisme dans le Pays dogon phase II</i>	35
1.2. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	35
1.2.1. <i>Aménagement/Equipement Laboratoires des grandes Ecoles</i>	35
1.3. MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	35
1.3.1. <i>Programme National Promotion Jeunesse (PNPJ)</i>	35
I. LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DES MISSIONS	36
I. DIFFICULTES, RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	37
CONCLUSION	47

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme annuel de suivi des Projets et Programmes d'investissement public, la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP) a effectué au titre de la 1^{ère} phase, cinq (05) missions de suivi physique et financier de 25 Projets/Programmes (P/P) dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako.

Ces missions conjointes de la DNPDP, DGDP, DGB et certaines Cellules de Planification et de Statistique (CPS) s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre Plan de Réforme de la gestion des Finances publiques au Mali (PREM).

Elles ont été appuyées par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) des régions visitées.

I. OBJECTIFS DES MISSIONS

L'objectif de la mission est de faire l'état d'exécution physique et financière des Projets/Programmes et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

De façon spécifique, il s'agit de :

- suivre l'évolution du processus de passation des marchés sur financement intérieur et extérieur ;
- s'assurer de l'existence d'un système de suivi - évaluation interne et externe mis des projets / programmes et de leur fonctionnalité ;
- faire le point des réalisations physiques et financières pour les années 2014 et 2015 et la réalisation à mi-parcours pour l'année 2017 ;
- faire le point de l'utilisation de la contrepartie nationale et du financement extérieur ;
- faire le point des contraintes et goulots d'étranglement liés à la bonne marche des P/P ;
- faire le point de l'état de passation des marchés sur le financement intérieur et extérieur ;
- discuter des propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes (techniques, financiers et institutionnels).

II. RESULTATS ATTENDUS DES MISSIONS

Les résultats attendus des missions sont :

- l'état d'exécution physique et financière des Projets et Programmes visités par les structures centrales et régionales (DNPDP, DGB, DGDP, CPS et les DRPSIAP) est mieux connu ;
- la situation d'exécution physique et financière des Projets et Programmes pour les années 2015, 2016 et 2017 est faite ;

- les contraintes et goulots d'étranglement liés à la bonne marche des Projets et Programmes sont identifiés et analysés ;
- des recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

III. METHODOLOGIE

La méthodologie suivie dans chacune des régions concernées se présente comme suit :

- l'envoi des supports de la mission (TDR, fiche de Suivi-évaluation des P/P et programme indicatif) aux CPS, DFM, aux Unités de Gestion des projets, aux organismes de tutelle des projets et aux DRPSIAP ;
- la visite de courtoisie aux autorités administratives et politiques ;
- la tenue de séances de travail technique avec les structures de tutelle des P/P et les Unités Fonctionnelles des P/P ;
- la visite des réalisations physiques et des échanges avec les différentes parties prenantes (les bénéficiaires et les autorités de tutelle, etc) ;
- la restitution des visites des réalisations physiques aux Unités de Gestion.

IV. LISTE DES PROJETS ET PROGRAMMES SUIVIS

Les missions concernent au total vingt-cinq (25) Projets et Programmes en exécution dans les régions citées plus haut. La répartition des Projets et Programmes suivis par Ministère, Institution et par région se présente comme suit :

RNP	MINISTERES/INSTITUTION DES P/P	REGIONS CONCERNEES
Ministère de l'Agriculture		
2916	Projet de Renforcement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire au Mali (PRIA-Mali),	Sikasso, Ségou, Mopti
2809	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région de Koulikoro (PRESAN-KL)	Koulikoro
2917	Projet du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)	Kayes
2918	Contrat Plan Etat/ADRS/Producteurs	Kayes
2850	Contrat Plan Etat-OPIB	Koulikoro
Ministère de l'Economie et des Finances		
2719	Projet des filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA	Sikasso
Ministère de l'Elevage et de la Pêche		
2643	Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso(PRODEFA)	Sikasso
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable		
2772	Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements	, Kayes, Koulikoro
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Bamako

Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne		
2278	Programme National Promotion Jeunesse (PNPJ)	Mopti
Ministère de l'Énergie et de l'Eau		
2668	Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba	Bamako
2577	Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP des Centres Urbains et Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région.	Kayes et Koulikoro
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation		
1380	Projet de Réhabilitation des infrastructures de tutelle des collectivités territoriales	Sikasso, Ségou
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille		
54	Projet de Construction et d'équipement des Centres d'Auto Promotion des femmes en milieu rural	Sikasso & Ségou
2436	Projet d'Aménagement Espace Loisirs Cité des enfants	Bamako
2437	Construction/Equipement DNPF	Bamako
Ministère de la Culture		
26	Equipement conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké Kouyaté	Bamako
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement		
2482	Acquisition/réparation engins lourds	Bamako
2399	Construction bureaux et annexes DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement	Bamako
2821	Projet d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS)	Segou
3018	Travaux de construction et de bitumage de la bretelle Katélé (RN7) -Kadiolo-Zégoua	Sikasso
2888	Reconstruction pont Kouoro barrage RN11 Sikasso-Koutiala	Sikasso
Ministère de l'Artisanat et du Tourisme		
2244	Projet de Fléchage et l'Aménagement du Circuit Tourisme dans le Pays dogon phase II	Mopti
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique		
2309	Aménagement/équipement laboratoires grandes écoles	Bamako
Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire		
2146	Aménagement de la Maison des Aînés	Bamako

V. SITUATION D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROJETS ET PROGRAMMES

5.1. Ministère de l'Agriculture

5.1.1. Projet de renforcement de la Résilience contre l'insécurité Alimentaire au Mali (PRIA-Mali)

En termes de **réalisations physiques du PRIA**, les études techniques de faisabilité en vue de la réalisation des infrastructures sont en cours par le Bureau d'Ingénieur Conseil (CID/CEDI-SAHÉL). Le rapport provisoire de la mission de prospection et d'identification des sites des réalisations du projet dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal est disponible.

En sommes, les réalisations physiques concernant les infrastructures n'ont pas encore commencé. Toutefois, le projet a procédé à des acquisitions de semences de base, de semences sélectionnées certifiées, de produits vétérinaires, de véhicules, de petits matériels et intrants agricoles, de 2 500 caprins, 450 camelins, 1 000 000 000 d'alevins, de prestations intellectuelles.

En ce qui concerne la **situation de financement**, le coût total du projet est de 49 890 000 dollars US, soit **24 945 millions de F CFA**, entièrement acquis. Au 30 juin 2017, le cumul des engagements et paiements se chiffre à un montant de **11 568 millions F.CFA**, représentant un taux global de **46,37%**.

Le financement extérieur est de 23 130 millions pour un décaissement de 11 291 millions, soit 48,82% (la date du 1^{er} décaissement est le 19/02/2015). Il se décompose de :

- l'Accord de Prêt n° 2 MLI 0126 : 3 210 millions
- l'Accord Istisna'a ordinaire n° 2 MLI 0127 : 3 255 millions
- l'Accord Istisna'a DJ n°2 MLI 0128 : 5 390 millions
- l'Accord de prêt Mourabaha : 11 275 millions.

Quant au financement intérieur, il est de 1 815 millions de F CFA pour un décaissement de 428 millions soit 23,60%.

Les décaissements et programmations financières sont consignés dans les tableaux suivants :

TABLEAU N°1: Situation du financement intérieur du PRIA -Mali

Désignations	Contrepartie totale (Etat)	Décaissement		Programmation			
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Financement Intérieur	1 815 000 000	51 305 671	100 000 000	250 000 000	250 000 000	755 644 329	408 050 000

TABLEAU N°2: Situation du financement extérieur du PRIA -Mali

Désignations	Coût total pour bailleurs	Décaissement 2015	Décaissement 2016	Programmation 2017-2019		
				2017	2018	2019
Financement Extérieur (BID)	23 130 000 000	5 511 849 997	4 949 624 220	1 735 475 830	10 000 000 000	933 049 953

NB : Le dernier décaissement sur le financement extérieur du projet est prévu au 31 mai 2019.

5.1.2. Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro (PRESAN-KL)

Au nombre des réalisations, on peut citer entre autres ;

✚ Composante : Développement des infrastructures rurales

- Travaux du lot 01 entièrement exécutés et réceptionnés. Ils portent sur le revêtement du canal principal de Baguinéda dans sa partie aval sur 8,7 km, au planage de 100 ha de parcelles, à la réhabilitation de 52 prises des canaux secondaires, de 08 évacuateurs de crue, 02 échelles de la prise de Sotuba, la digue route sur 35 km, la remise en état de 02 pièges à jacinthe.
- Travaux du lot 02 : l'état d'avancement des travaux est de 64% pour un délai consommé de 140% à la date du 30 juin 2017. Ces travaux constitués du revêtement des canaux secondaires, de la réhabilitation de 60 km de pistes intérieures, de 25 km de digues de ceinture de périmètre ont été arrêtés pour cause de sous-évaluation des travaux à réaliser. Cependant, ils ont repris dans le cadre d'un contrat complémentaire sur la contrepartie nationale.
- Travaux de réhabilitation de 35 km de la digue de route adjacente au canal principal en zone OPIB sont terminés et réceptionnés.

✚ Composante : Développement des chaînes de valeurs

- Recensement de 2 283 tonnes de fumure organique apportée sur les cultures ;
- Appui aux OP pour la promotion des AGR ;
- Appui à la mise en place et tenue des outils de gestion au niveau des OP ;
- Réalisation de l'activité de vaccination (5 vaccins combinés) ;
- Organisation de journées de salubrité ;
- Organisation de séances de dépistage de la malnutrition chez les enfants ;
- Organisation de séances de démonstrations nutritionnelles.

Au titre des marchés dont les contrats ont été signés ou attribués, on peut citer :

- Travaux de réalisation de 10 forages positifs dans la zone OPIB (lot 01) ;

- Travaux de réalisation de 15 forages positifs dans la zone OPIB (lot 02) ;
- Travaux d'aménagement de quatre (04) périmètres ;
- Signature de conventions avec les services techniques (DNGR, CPS/MDR, IER, DNS, APEJ, DNA, etc) dans le cadre de leur compétence respective.

Le taux de décaissement sur le financement extérieur à la date du 30 septembre 2017 est de 22,38%, soit un montant total de 5,594 milliards de francs CFA sur un montant total de 24,987 milliards de francs CFA. Ce montant se compose comme suit :

- **Don GAFSP : 4,432 milliards** de francs CFA sur un montant total de **17,938 milliards**, soit un taux de décaissement de **20,32%**.
- **Prêt FSN : 1,006 milliard** de francs CFA sur un montant total de **4,821 milliards**, soit **18,60%**
- **Prêt FAD: 156 millions** de francs CFA sur un montant total de **2,228 milliards** de francs CFA, soit **6,30%**.

Quant à la contrepartie nationale, le taux de décaissement à la même date est de **40,76%**, soit un montant de **1,070 milliard** de francs CFA sur un montant total de **2,625 milliards** de francs CFA.

Par rapport à la contribution des bénéficiaires, celle-ci est évalué à **32 millions** sur un montant total de **165 millions**. Cette participation porte essentiellement sur l'entretien des canaux primaires.

De façon globale, le taux de décaissement est de **24,12%**, soit un montant total décaissé de **6,696 milliards** de francs CFA sur un coût total de **27,777 milliards** de francs CFA.

5.1.3. Projet de renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS)

Le taux de décaissement du financement FAD à la date du 30 septembre 2017 est de **3,39%**, soit un montant total de **920,2 millions** de francs CFA. Ce montant se décompose comme suit :

- Don FAD : **814,967 millions** de francs CFA sur un montant total de **13,575 milliards**, soit un taux de décaissement de **6%**.
- **Prêt FAD : 105,232 millions** de francs CFA sur un montant total de **13,575 milliards** de francs CFA, soit **0,78%**.

Quant à la contrepartie nationale, le taux de décaissement à la même date est de **21,47%**, soit un montant de 900 millions de francs CFA sur un montant total de **4,140 milliards** de francs CFA. Ce montant se décompose comme suit :

- Dotation de 2016 : **200 millions** de francs CFA, entièrement décaissés ;
- Dotation de 2017 : **700 millions** de francs CFA, entièrement décaissés.

De façon globale, le taux de décaissement est de **5,70%**, soit un montant total décaissé de **1,82 milliards** de francs CFA sur un coût total de **31,940 milliards** de francs CFA.

Compte tenu du fait que les travaux des composantes I et II, à savoir les travaux de **Développement des infrastructures rurales** et de **Développement des chaînes de valeur** et

des marches régionaux n'ont pas démarré, la mission n'a effectué de déplacement sur aucune zone du projet. Les sites sont en phase d'identification par les bureaux d'études.

5.1.4. Contrat plan Etat – ADRS –Exploitants

Les principales réalisations sont relatives aux travaux de réhabilitation des bas-fonds dans le cercle de Kita en trois (3) lots, ci-après :

- lot1 : Bas-fonds de Kéniédifé, Karéga et Dialamadji ;
- lot2 : Bas-fonds de Bambara, Banfara, Baléani, MadinaMalenké et Niatasso ;
- lot 3 : Bas-fonds de Yilimalo, Doumbaga, Senko, Mourgoula et Toufinko.

Entièrement financé par le Budget National, le cumul des décaissements au 30/06/2017 s'élèvent à 141 millions de F CFA sur un financement acquis de 425 millions de F CFA, soit un taux de décaissement de de 33,06%.

5.1.5. Contrat Plan Etat-OPIB -Producteurs

De la date du démarrage du contrat plan encours d'exécution (de 2015 au 31/08/2017), les principales réalisations sont les suivantes :

- l'entretien des canaux principaux de Sienkoro et de Tamina sur une distance de 39 km ;
- les travaux concernaient les aspects (faucardage, curage, enlèvements des plantes aquatiques, accotements, entretien ouvrage hydromécanique) ;
- construction d'un bloc de 20 chambres, d'une salle de conférence, d'une piscine et l'entretien des bâtiments administratifs ;
- le bitumage de la route fermière d'une longueur de 4 km pour faciliter l'écoulement des produits agricoles ;
- l'entretien des canaux secondaires et tertiaires, des pistes rurales ;
- parachèvement de quelques aménagements hydro-agricoles.

D'un montant initial de deux milliards cent onze millions (2 111 000 000) de Francs CFA, le projet s'est retrouvé à trois milliards deux cent huit millions (3.208 000.000)de francs F CFA de financement acquis suite à l'intégration des montants de deux petits projets de construction à celui du contrat plan comme suggérée par la DNPD lors du pré-arbitrage. Le montant total du décaissement se chiffre à trois milliards cent quatre-vingt-trois millions (3 183 000 000) de FCFA au 30/08/2017 soit un taux de décaissement de 99,24% sur la période 2015-2017.

De 2015 au 31/08/2017, les engagements financiers de l'OPIB se chiffrent à trois milliards trois cent vingt-cinq millions cinq cent mille (3 325 505 000) francs FCFA, dont un milliard trois cent soixante-quatre millions sept cent cinquante-sept mille (1 364 757 000)en 2015, un milliard cent quatre- vingt-dix sept millions quatre cent quatre-vingt mille (1 197 480 000) en 2016 et sept cent soixante-trois millions deux cent soixante-huit mille 763 268000 en 2017.

Pour la même période le montant des investissements s'est porté à deux milliards cent onze millions cent soixante-quinze mille (2 111 175 000) Francs CFA contre un milliard deux cent quatorze millions trois cent trente mille (1 214 330 000)Francs CFA pour le fonctionnement.

Le montant de ces engagements a servi aux activités de constructions, d'entretien des canaux d'irrigation et des bâtiments d'une part et d'autre part à la réalisation des dépenses de fonctionnement comme les salaires, l'acquisition de matériels, la formation des agents de l'OPIB et des producteurs ainsi qu'à la communication.

L'OPIB a enregistré une recette globale de trois milliards trois cent quatre-vingt-six millions six cent cinq mille cinquante (3.386.605.050) Francs CFA du démarrage de ce contrat plan en 2015 jusqu'au 31/08/2017. Ce qui donne un bénéfice de soixante un millions cent mille cinquante (61.100.050) Francs CFA.

5.2. Ministère de l'Economie et des Finances

5.2.1. Projet des filets sociaux jigisème jiri/IDA

Les réalisations physiques concernent l'effectivité des transferts monétaires au profit des bénéficiaires. Les activités génératrices de revenus n'ont pas démarré dans les localités visitées.

Le coût du projet est de 36858 millions entièrement acquis. Sur ce montant, l'Etat intervient à hauteur de 1 600 millions dont 432 millions décaissés, soit un taux de 27%. Quant aux PTFs, leur intervention se chiffre à 35 258 millions de F CFA dont 17 213 millions décaissés, soit un taux de 48,82%.

En sommes, sur un financement acquis total de 36 858 millions, 17 645 millions ont été décaissés, soit un taux de 47,87%.

5.3. Ministère de l'Elevage et de la Pêche

5.3.1. Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso (PRODEFA)

Depuis son démarrage jusqu'au passage de la mission, les principaux résultats atteints par le projet sont, notamment :

- l'aménagement ou la réhabilitation de 16 sites aquacoles ;
- l'empoissonnement de 187 plans d'eau communautaires ;
- la formation de 113 formateurs (agents de la DRP, agents communaux et agents de la CLA) qui, à leur tour, ont mis en place 162 comités de gestion de plans d'eau dans les 171 villages bénéficiaires ;
- le financement de 28 plans d'affaires par le Fonds d'Appui au Secteur Privé dont 27 entreprises piscicoles (dont 3 femmes) pour l'aménagement des étangs ;
- la réalisation d'une adduction d'eau (forage équipé de pompe + château) sur le site de la DRP;
- la construction des bureaux de la DRP (R+1) plus les équipements pour les 16 bureaux ;
- la construction de logement d'astreinte (R+1) ;
- la clôture du Bureau de Yanfolila ;
- la clôture et réhabilitation du bureau de Bougouni.

D'un coût total de 5 528 496 850 FCFA, il a été décaissé un montant total de 4 889 292 133 F CFA, soit un taux de décaissement 88,44%.

La situation d'exécution financière est consignée dans le tableau ci-adès :

TABLEAU N°3: Situation d'exécution financière : du démarrage du PRODEFA au 31/06/2017 (en millions de F CFA)

Sources de financement	Financement acquis	Cumul décaissements au 30/06/2017	Taux de décaissement (en %)
Financement intérieur :			
- Budget National	904	681	75,33
<i>Total financement intérieur</i>	904	681	75,33
Financement extérieur :			
- Royaume de Belgique	4 624		91
<i>Total financement extérieur</i>	4 624	4 208	91
Total des financements	55 285	4 889	88,44

Il ressort de l'analyse du tableau que le taux de décaissement global du projet soit 88,44% est satisfaisant. Cependant, le taux de décaissement du financement intérieur, soit 75,33% est beaucoup plus faible par rapport à celui du financement extérieur, soit moins de 13 points de pourcentage.

5.4. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

5.4.1. Projet des Ressources Naturelles et Changements Climatiques

Les réalisations des projets sont les suivantes :

- acquisition de 1400 pluviomètres et installation de 1342 dans les champs des producteurs pilotes sélectionnés ;
- réalisation de 04 forages pour les espaces pastoraux dans la zone du projet ;
- financement de 451 projets d'Activités Génératrices de Revenus ;
- acquisition et octroi de matériels et équipements agricoles, de semences et d'animaux de trait à 1342 producteurs pilotes ;
- acquisition et octroi de matériels de communication à des radios de proximité avec lesquelles le projet a des contrats de prestation ;
- afforestation, en cours, de 940 ha ;
- acquisition et octroi de 48 motos et de GPS aux agents de base des structures partenaires clés de mise en œuvre du projet ;
- acquisition et octroi de matériels et de logiciels de gestion des données et métadonnées environnementales à 15 structures partenaires du SNGIE ;
- révision des PDESC des 14 communes du projet pour y intégrer les aspects de changements climatiques et les aspects environnementaux ;

- acquisition, en cours, de 03 stations météorologiques automatiques pour les trois cercles du projet ;
- création et immatriculation de 13 sociétés coopératives pastorales pour la gestion des espaces pastoraux dans les 14 communes d'intervention du projet
- délimitation de 245 km de pistes de transhumance dans la zone du projet ;
- acquisition et remise de kits pour l'appui à l'aménagement des périmètres pastoraux aux 13 sociétés coopératives pastorales créées par le projet ;
- enrichissement de 125 ha d'espaces pastoraux dans le périmètre pastoral de Mabrouk (commune de Guiré), cercle de Nara ;
- réalisation, en cours, de 600 ha d'espaces pastoraux au niveau de 06 des 11 périmètres pastoraux créés ;
- élaboration et validation des plans d'aménagement et de gestion participatives pour les trois massifs forestiers (GadiabaKadiel, Lorack Bane et Ouagadou) ;
- balisage, en cours, des 245 km de pistes de transhumance dans les cercles de Nara et des Banamba ;
- réalisation d'un sketch sur la GDT et les changements climatiques et sa diffusion sur l'ORTM ;
- réalisation et diffusions d'un film documentaire sur les activités du projet et sa diffusion sur l'ORTM et des chaînes de télévision étrangères comme TV5 ;
- réalisation de 15 chantiers à Nioro et à Banamba à travers la technologie de construction sans bois ;
- reboisement de 24,7 ha dans les cercles de Nioro et de Nara ;
- formation de 176 membres de 88 brigades villageoises de 88 villages au tour des trois massifs forestiers et appui en petits matériels de lutte contre les feux de brousses (lunettes, gants, râteaux, pelles, bats à feu, etc.) aux 88 brigades formées par le projet ;
- élaboration de 4000 supports de communication sur le projet (T-shirts, cahiers, dépliants, casquettes, etc.).

Le cumul des décaissements enregistrés au 30 juin 2017 s'élève à 4,332 milliards de FCFA sur un financement acquis total de 8,660 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 50,02%. La contribution du Gouvernement de la République du Mali dans le financement du Projet s'élève à hauteur de 500 millions pour un décaissement de 382 millions de FCFA. Les PTF (Banque Mondiale, FEM, FPMA) ont mobilisé un financement acquis de 8,160 milliards pour un décaissement de 3, 950 milliards, soit un taux de décaissement de 48,41%.

5.4.2. Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba

Les principales réalisations physiques visitées sont :

- la construction en 2017 de deux magasins de stockage de produits pour le traitement des eaux usées ;
- le forage d'un puits de réception de toutes les eaux usées du centre d'Ouest et d'Est en 2016 ;
- l'installation d'une (01) station de pompage dont la capacité de stockage est de 144m³ pour une profondeur de 2,25m équipée d'un système de dégrillage, permettant de retenir

les déchets solides. Elle est munie de deux (02) vices d'Archimède à travers lesquelles les eaux sont automatiquement refoulées;

- la construction de deux (02) bassins anaérobies d'une profondeur de 6m pour une longueur de 68m contre une largeur de 48m ;
- le forage de huit (08) bassins facultatifs d'une profondeur de 1,5m, une longueur de 126 m sur 38m de largeur, tous fonctionnels suivant des travaux alternatifs;
- l'installation des plaques de mesures de sécurité ;
- le creusage d'un (01) lit de séchage compartimenté en huit (8) bassins couvrant une superficie totale de 7176m². (Profondeur 0,90m, longueur 39m, largeur 23m).
- la clôture du site bâtit sur une superficie de 18 ha ;
- l'existence d'un (01) groupe électrogène pour la pompe à boue et d'un (01) groupe hydrocuté pour la pompe à eau tous fonctionnels ;
- l'existence d'un (01) laboratoire d'analyse équipé et fonctionnel ;
- deux véhicules assurant le déversement des eaux usées dans les bassins ;
- les collecteurs conçus sur 10,8 km de longueur pour les eaux usées venant de la ville et des unités industrielles.

A celles-ci s'ajoutent de nombreux réhabilitations et d'entretiens (curage des collecteurs, des réseaux d'égout et bassins, évacuation des déblais, maintenance des vices d'Archimède, groupes électrogènes, hydro-cureuse, pompes à boues et eau ainsi que le désherbage de la cour).

Du démarrage en 2010 à nos jours, il a bénéficié d'un financement acquis de deux milliards trois cent quatre-vingt-sept millions de Francs CFA (2 387 000 000), dont un milliard cent cinquante millions (1 150 000 000) pour les Pays Bas avec un décaissement de quatre cent deux millions (402 000 000)¹ de FCFA.

Le décaissement total au 31 décembre 2016 se chiffre à un milliard quatre cent trente-sept millions

(1 437 000 000) dont quatre cent deux millions (402 000 000) pour le partenaire avec un taux de décaissement global de 60,25%.

Le coût global sur la période 2014-2017 est de sept cent soixante-dix-huit millions huit cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent (778 895 900) francs CFA. Ce financement est exclusivement assuré par le budget national, pour les travaux de réhabilitation et d'entretien des ouvrages, l'équipement de la Station d'Épuration des eaux usées de Sotuba et l'achat de la fourniture des matériels et des réactifs pour le laboratoire de ladite Station.

En 2017, le projet a bénéficié d'une inscription budgétaire de deux cent millions (200 000 000) de francs CFA dans la Loi des Finances.

¹ 17^{ème} Revue des P/P, DNPD

Tableau N°4 : Récapitulatif de la situation financière du projet Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba de (2014-2016).

(Montant en millions de francs CFA)

N°RNP	Situation financière du Projet						
	Coût	Durée	Financement intérieur	2014	2015	2016	Total
2490	3 015	2010-2017	Financement acquis	160	208	211	579
			Décaissement	160	208	211	579
			Taux de décaissement	100	100	100	100

Source : 17^{ème} Revue DNP

5.5. Ministère de l'Energie et de l'Eau

5.5.1. Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba

Pour le CNC (avancement global du projet est de 99,7% à la date du 01 septembre 2017, la réception est en cours)

La consistance des travaux (Conception, fabrication, tests, livraison, montage, et mise en service d'un Centre National de Conduite,) a enregistré les réalisations :

- d'un bâtiment R+2 et des locaux annexes (100% ; réception provisoire prononcée le 05 juillet 17) ;
- de l'ensemble des équipements et logiciels du système de télé conduite ;
- des équipements de télécommunication (fibre optique, CPL, radio, PABX etc.) pour le système de télé conduite dans les postes et centrales du réseau interconnecté ;
- des équipements de télé conduite distribution (BCD+BCC) permettant la réalisation d'une supervision du réseau de distribution de Bamako ;
- d'un simulateur d'entraînement;
- d'un centre de repli ;
- de la formation.

Pour Sotuba II

- réalisation des études faisabilité technique et d'avant-projets détaillés ;
- Etudes d'impacts environnemental et social terminées en 2014 et permis disponible ;
- Evaluation des offres pour contrat clé en main terminées (rapport a été transmis à la BOAD le 3 décembre 2015 après avis de non objection de la DGMP DSP) ;
- Demande de proposition pour le recrutement d'un consultant pour le contrôle des travaux en cours de finalisation (après les observations formulées par la DGMP DSP et la BOAD) ;
- réalisation par anticipation des études préliminaires (relevés topographiques et études géologiques) par l'entreprise en charge des travaux de Génie Civil objet du Lot 1.

Pour les réalisations financières, elles se présentent comme suit :

- CNC

Le cumul des décaissements enregistrés au 30 juin 2017 s'élève à 6,852 milliards de F CFA sur un financement acquis de 22,094 milliards de F CFA, soit un taux de décaissement de 31,01%.

Le Gouvernement de la République du Mali a contribué à hauteur de 534 millions de F CFA sur une contrepartie totale de 2,094 milliards de F CFA, soit un taux de décaissement de 25,50%. La BOAD a contribué à hauteur de 6,318 milliards de F CFA sur un financement total acquis de 20 milliards de F CFA, soit un taux de décaissement de 31,59 %.

➤ **Sotuba II**

Les rapports dégagent un montant des travaux d'extension de la centrale de 23, 278 milliards de FCFA pour un montant disponible de 8, 711 milliards de FCFA au niveau de la BOAD.

5.5.2. Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP des Centres Urbains et Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région

Le Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région est un projet financé par la coopération Allemande à travers la KFW dans 5 cercles de la 1ère Région.

Globalement le programme contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations par la réalisation de système d'Adduction d'Eau Potable et la mise en œuvre par les acteurs locaux de stratégies autonomes d'hygiène et d'assainissement du milieu.

Dans les cercles concernés par le projet il y a des réhabilitations de huit (08) centres AEP.

Les études géophysiques ont été effectuées en juin 2016 au niveau des communes de Ségala, Koniakary et MarenaDiombougou.

Durant la période du 26 février au 23 mars 2017, il a été réalisé au total six (6) forages. Sur les sites de MarénaDiombougou, il a été construit deux forages dont un (1) positif. A Ségala on compte deux positifs sur quatre réalisations.

Le coût du projet est de 21.318.000.000 FCFA dont :

- Les Populations : 1.968.000.000 FCFA ;
- L'Etat malien : 656.000.000 FCFA ;
- L'Allemagne (KFW) : 18.694.000.000 FCFA.

TABLEAU N°5: Récapitulatif du démarrage du Programme National de Mobilisation des Ressources En Eau /Assainissement AEP des Centres Urbains et Semi Urbain jusqu'au 25/09/2017

(les montants sont en millions de FCFA)

Sources de financement	Financements acquis	Décaissements	Taux de décaissement (en %)
Financement intérieur :			
A. Budget national :			
a) Equipement – investissement :	919	616	67%
b) PPTE			
B. Autofinancement :			
C. Autres Populations/collectivités	1 968	0	0
Total financement intérieur	2 887	616	21.5 %
Financement extérieur :			
Bailleurs : KfW (DONS)	18 694	4981	27%
Total financement extérieur	18 694	4981	27%
TOTAL DES FINANCEMENTS	21 581	5597	26%

Source: Projet

TABLEAU N°6 : Récapitulatif des financements du Programme National de Mobilisation des Ressources En Eau /Assainissement AEP des Centres Urbains et Semi Urbain(en millions F CFA)

N°RNP	Coût	Durée	Financement intérieur et extérieur Du démarrage du projet jusqu'au 31 décembre 2016	Total (
			Financement acquis	21 581
2577	21 581	2011-2017	Décaissement	3 954
			Taux de décaissement	18,32%

Source : 17^{ème} Revue DNP

5.6. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation

5.6.1. Projet de réhabilitation des infrastructures de tutelle des Collectivités Territoriales

De 2014 à 2017 (date de passage de la mission) les travaux de rénovation ont concerné presque l'ensemble des bâtiments, il s'agit :

- des bureaux du Gouvernorat, en 2014;
- du logement du Directeur de Cabinet, en 2014 ;
- du pied - à - terre et de la berge en 2014;
- de la Résidence du CAEF en 2014 ;
- de la construction du logement du Préfet central de Ségou en R+1, en 2015 ;

- des logements du Gouverneur de Ségou, en 2016-2017 ;
- de la construction d'une annexe et d'un bloc de toilettes dans les logements du 1er Adjoint ;
- du logement du Préfet central de San et du pied – à – terre ;
- de l'élévation du mur de clôture du logement du Préfet central de San ;
- de la construction des bureaux du Préfet de Koutiala.

Le financement acquis de la phase 2 du projet s'élève à 1 729 millions correspondant au coût total pour un décaissement cumulé de 527 millions de F CFA, soit un taux d'exécution de 30,48%. Cette deuxième phase a démarré en 2016 et pourra se poursuivre dans le temps en fonction des nécessités constatées sur le terrain.

Au titre de l'inscription budgétaire 2017 s'élevant à 800 millions de CFA, 98 millions ont été décaissés au passage de la mission, soit un de décaissement de 12,25%.

5.7. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

5.7.1. Projet de réhabilitation des Centres d'auto promotion des femmes

L'exécution la première phase du Projet de 2007 à 2016 a permis de construire des Centres dans certaines localités du pays, notamment à Soungoumba, Fourou, Cinzana Gare, Macina, Yirimadio, Kignan, Kayes N'di et Zébala.

Par ailleurs, il existe des Centres d'autopromotion des femmes construits mais non achevés en totalité. Ces Centres sont construits dans les Régions de Kayes (Faraba-Niabala, Keniéba), Koulikoro (Kangaba, Djidjé), Sikasso (Koutiala), Ségou (San) Tombouctou (Hondoboumou, Goundam, Rhaous), Mopti (Djafarabé, Ténékoun, Youwarou, Korienzé, Koro, Bankass), Gao (Gao –ville et Bourem).

Au regard des informations reçues de la DFM du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, aucune liquidation n'a été faite au titre de l'année 2017. Ainsi, ce qui donne un décaissement nul pour cette nouvelle phase du projet qui a démarré courant cette année 2007 avec un financement acquis de quatre cents millions (400 000 000) dont une inscription budgétaire annuelle de deux cents millions de F CFA (200 000 000F) en 2017 et 2018.

Cependant, rappelons que la première phase du projet a été mise en œuvre sur la période 2007-2016. Cette phase a enregistré un coût total de 1 8702 millions dont 1 531 millions de financement acquis (exclusivement sur le budget d'Etat) sur lesquels 1 266 millions ont été décaissés, soit un taux de 82,69%.

5.7.2. Projet d'aménagement de l'espace de loisirs de la Cite des Enfants

Les principales activités sont les suivantes :

- l'extension des dortoirs du centre de séjour ;
- la réalisation du grand jardin ;
- la réalisation du Cocotier ;

² Rapport de la 17^{ème} Revue des projets/Programmes au 31 décembre 2016

- la réalisation du Parc d'Attraction ;
- l'achat de six Manèges pour les Grands et dix-huit pour les tous petits ;
- la tenue de trois sessions de formations (gestions et maintenances des manèges) ;
- l'achat d'un groupe électrogène de grande capacité pour le bon fonctionnement des Manèges ;
- la sécurisation des Manèges par un mur de clôture qui doit être renforcé par des grilles de protection ;
- l'électrification du parc d'attraction par des lampadaires ;
- la construction de l'entrée des manèges (en cours de finition) ;
- la construction de la Médiathèque en perspective (les travaux doivent commencer dans un bref délai).

Entièrement financé par le Gouvernement de la République du Mali, le cumul des décaissements au 30/06/2017 s'élève à 1,655 milliards de francs CFA sur un financement acquis de 2,005 milliards de francs FCA, soit un taux de décaissement de 82,54%.

5.7.3. Construction/Equipement de la DNPF

S'étendant sur une superficie de 4 650 m², la bâtisse est un joyau architectural à deux niveaux. L'immeuble comporte une soixantaine (60) de pièces avec des bureaux et des toilettes. Un château d'eau est installé dans la cour. L'entreprise d'exécution des travaux est dénommée ZHONG MA CONSTRUCTION Sarl. Les travaux sont terminés en attendant la réception définitive dudit bâtiment.

La description du bâtiment se présente ainsi qu'il suit :

- Le Rez de chaussée comporte (16) bureaux ;
- Le R+1 est composé (20) bureaux dont une grande salle de réunion ;
- Le R+2 dispose de (24) bureaux ;
- Un château d'eau est installé sur le forage pour alimenter le bloc en eau potable.

Quant aux équipements, les crédits de 2017 seront utilisés à cette fin.

Selon les informations recueillies au niveau de la Direction des Finances et du Matériel, le projet a bénéficié d'un financement acquis d'un montant total d'un milliard deux cent quarante-huit millions (1 248.000.000) de francs CFA, exclusivement sur budget national. Il a été décaissé un montant total de neuf cent quatre-vingt-dix millions six mille (998 006 000)francs CFA à la date du 31 Décembre 2016, soit un taux de décaissement de 79,96%.

La situation d'exécution des trois derniers exercices budgétaires (2014, 2015 et 2016)³ :

La situation d'exécution financière du projet est présentée ci-dessous :

- En 2014, le projet a bénéficié d'une inscription budgétaire sur le BSI de 200 000 000FCFA entièrement décaissé ;
- En 2015, il a été inscrit un montant de 258 000 000 FCFA pour le compte du projet, entièrement décaissé à la date du 31 Décembre 2015;
- En 2016, le montant inscrit sur le BSI au titre du projet se chiffre à 540 000 000 FCFA, entièrement décaissé à la date du 31 décembre 2016.

³DFM

Tableau N°7 : Récapitulatif de la Situation d'exécution financière du démarrage de la Construction/Equipement DNPf jusqu'au 31 décembre 2016.

(Montant en millions de francs CFA)

N°RNP	Situation financière du Projet							
	Coût	Durée	Financement intérieur	2014	2015	2016	Total	
2437	1 288	2009-2017	Financement acquis	200	258	540	998	
			Décaissement	200	258	540	998	
			Taux de décaissement	100				

Source : 17^{ème} Revue DNPf

5.8. Ministère de la Culture

5.8.1. Equipement/Conservatoire des Arts et des Métiers

Les réalisations physiques concernent :

- les travaux d'électrification et d'éclairage public de la voie d'accès et de forage ;
- les travaux d'aménagement et de bitumage de la voie d'accès du Conservatoire ;
- la fourniture de matériel de sonorisation pour le compte du Conservatoire.

Le Projet est exclusivement financé sur le budget National. Les réalisations financières cumulées du démarrage du projet en 2012 au 30 juin 2017 s'élèvent à 739 millions de F CFA sur un financement acquis de 1,139 milliard de F CFA, soit un taux de décaissement de 64,88%.

5.9. Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement

5.9.1. Acquisition/réparation des engins lourds

Au titre des principales acquisitions dans le cadre du projet, on peut citer :

- Une bétonnière de capacité 500 litres;
- Un compacteur à main ;
- Une grue de portée 26 tonnes ;
- Une valise de pression et adaptateurs (logiciels ET&SIS caterpillar) ;
- Des moteurs reconditionnés pour engins lourds et camions ;
- Un groupe électrogène de 80 KVA.

Parmi les travaux réalisés par la CETRU dans le cadre du programme d'urgence routier, on peut citer entre autres :

- la fourniture et pose de dispositifs de sécurité en béton armé type New-jersey au niveau de la contre-allée de l'Avenue de l'OUA devant la cité des Coopérants à Faladié ainsi que sur les bretelles d'accès à la RN5 à Sébénikoro et à Koulouba au profit de la Présidence ;
- le redressement et/ou remplacement de new-jersey sur la RN27 (axe Carrefour Santoro – Limite du District de Bamako), sur les voies d'accès au 3ème pont de Bamako et à l'Hôpital du Mali, sur l'Avenue de la CEDEAO, sur l'échangeur Babemba ;

- l'aménagement de rues à Kalaban-Coura, à Bolibana, à Darsalam ;
- la démolition d'ouvrage anarchique en béton et évacuation des gravas sur la route de Sotuba ;
- le dépôt du portique endommagé au niveau de l'échangeur Babemba ;
- la libération de voie publique suite à un accident entre un bus et un camion benne sur la RN6 au niveau de Baguinéda ;
- la réparation de dégâts sur la RN5 à Sébénikoro;
- la réparation de dégâts d'hivernage sur la RR5 au niveau du PK56+100 (Diéma);
- l'amélioration du système d'assainissement sur la voie passant devant le siège de la CSTM;
- l'aménagement de la voie d'accès à la nouvelle décharge à Samayana dans la Région de Koulikoro;
- l'intervention d'urgence sur le 3ème pont suite à des accidents survenus et réparation des dégâts;
- l'entretien de la voie d'accès au cimetière de Hamdallaye.

Essentiellement financé sur le Budget Spécial d'Investissement sous l'intitulé « Acquisition/réparation engins lourds », le montant total du financement acquis se chiffre à 1,287 milliard de francs CFA en sept (07) années d'inscriptions budgétaires (2010 à 2017) pour un montant total décaissé de 851 millions de francs CFA, soit un taux de décaissement de 66,12% au 31 décembre 2017.

La situation des engagements au titre de 2017 d'un montant de 300 millions de francs CFA se présente comme suit :

- Acquisition de groupe électrogène pour un coût de 24,48 millions de francs CFA ;
- Acquisition de pièces de rechanges et de moteur pour camions IVECO pour un coût de 40,94 millions de francs CFA.
- Acquisition de trois (03) camions bennes de capacités 14M3 pour un coût de 135,92 millions de francs CFA.

Les principales acquisitions pour les laboratoires dans le cadre du projet sont :

Au titre de l'exercice budgétaire de 2016 d'un montant de 90,686 millions de francs CFA

- Acquisition d'équipements réceptionnés le 12 septembre 2016 pour un coût total de 90 millions de francs CFA.

Au titre de l'exercice budgétaire de 2015 d'un montant de 166 millions de francs CFA

- Acquisition d'une bétonnière (500 litres), d'un capteur à main (900kg), d'un densitomètre à membrane avec accessoires suivant PV de réception en date du 29 décembre 2015 ;
- Acquisition d'un camion grue de 20 à 40 tonnes suivant le marché 0313/DRMP 2015 et suivant PV de réception en date du 29 décembre 2015 ;

Au titre de l'exercice budgétaire de 2014 d'un montant de 53,84 millions de francs CFA

- Acquisition d'équipements (pièces de rechanges) et réparation de moteurs pour camions CATI.

5.9.2. Construction bureaux/annexes DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement

Les principaux investissements réalisés dans le cadre du projet sont :

- Construction des bureaux de la DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement ;
- Construction des bureaux de la CPS du secteur ;
- Travaux de construction en cours des bureaux de la DRH.

Essentiellement financé sur le Budget Spécial d'Investissement sous l'intitulé « construction bureaux/annexes DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement », le montant total du financement acquis se chiffre à 2,788 milliards de francs CFA en sept (07) années d'inscriptions budgétaires (2009 à 2017) pour un montant total décaissé de 2,531 millions de francs CFA, soit un taux de décaissement de 91% au 31 décembre 2016.

La situation des mandats se présente comme :

✚ Au titre de la dotation de 2017 :

- Paiement des travaux de construction de la DRH pour un montant de 86,506 millions de francs CFA ;
- Paiement suivi des travaux de construction de la DRH pour un montant de 14,897 millions de francs CFA.

✚ Au titre de la dotation de 2016 :

- Paiement des travaux de construction de la DRH pour un montant de 70,386 millions de francs CFA ;
- Paiement des travaux de construction de la DRH (avance de démarrage) pour un montant de 78,012 millions de francs CFA.

Les principaux investissements réalisés dans le cadre du projet sont :

- Construction des bureaux de la DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement ;
- Construction des bureaux de la CPS du secteur ;
- Travaux de construction en cours des bureaux de la DRH.

5.9.3. Projet d'aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS)

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme d'actions prioritaires en matière d'infrastructures routières, le Gouvernement de la République du Mali à travers le Ministère de l'Équipement et du Désenclavement a mis en place une stratégie de désenclavement intérieur et extérieur en vue de la relance du secteur des transports routiers. Un programme d'investissement dans le secteur des transports a été élaboré à cet effet conformément à l'axe stratégique 1 du Cadre Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté CSRP 2012-2017.

Pour réaliser une partie de ce programme, il a été entrepris par les autorités à travers le Ministère de l'Équipement et du Désenclavement la mise du Projet d'Aménagement des

Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS). Le projet concerne les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso.

Concernant la région de Ségou, le projet consiste en la construction d'un échangeur au carrefour de la route de Markala ainsi que l'aménagement et le bitumage de 10 Km de voirie à Ségou. Les travaux sont exécutés en deux (02) lots répartis comme suit :

✓ Lot 1 : Aménagement et bitumage de 10 km de voiries à Ségou ;

Lot 2 : Construction d'un échangeur au carrefour de la route de Markala (construction d'un (1) portique double en Béton armé, des bretelles, boucles et voies d'accès) avec un profil en travers à 2X3 voies séparées par une barrière DBA.

À la date du 15 septembre 2017, les données recueillies sur le terrain auprès de la mission de contrôle et surveillance des travaux du lot 1 et 2 par rapport à l'avancement global des travaux est de 99,50% avec un taux de consommation de délai de 100%.

TABLEAU N°8 : *État d'avancement des travaux du PAIRS à la date du 15 Septembre 2017*

N°	Désignation des Lots	Taux d'exécution
1	Lot 1 (Travaux de 10 km voiries urbaines)	100,00%
2	Lot 2 (Construction de l'échangeur et ses annexes)	99%
	Taux d'avancement global	99,50%

D'un montant total du marché de base des travaux de 20 030 035 871 FCFA dont 11 578 156 341 FCFA pour le lot 1 et 8 451 879 530 FCFA pour le lot 2, la part payable par la BOAD se chiffre à 3 523 283 310 FCFA, soit 17,59% et le Budget National 16 506 752 561 FCFA, soit 82,41%.

Au titre dudit marché, globalement il a été payé aux entreprises à la date du 15 septembre 2017 un montant total de 14 292 273 357 FCFA, soit 71,35% d'exécution financière.

S'agissant du marché relatif au contrat de contrôle et de surveillance des travaux, d'un montant total de 1 109 550 000 FCFA, payable exclusivement par la BOAD, il a été payé à l'entreprise un montant de 1 075 500 000 FCFA, soit un taux d'exécution financier de 96,93%.

5.9.4. Travaux de construction et de bitumage de la bretelle Katélé (RN7)-Kadiolo-Zégoua

En raison du non-démarrage des travaux, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont porté uniquement à la revue des études techniques d'APD des travaux, aux visites du site par les entreprises soumissionnaires, l'évaluation des propriétés situées dans l'emprise du projet.

Au stade actuel et en raison du processus d'attribution du marché en cours, l'estimation financière des travaux reste confidentielle.

Cependant le projet a bénéficié d'une inscription budgétaire d'un montant de 1 000 000 000 F CFA dans le BSI 2017. Ce montant n'a pas encore fait l'objet de décaissement.

5.9.5. Reconstruction pont Kouoro barrage RN11 Sikasso-Koutiala

À la date du 14 Septembre 2017, l'avancement global des travaux est de 82,72 % pour un délai consommé de 78,56 % et est détaillé ci-dessous :

Pour les voies d'accès au pont longues de 1,052 km :

- Installation et Repli de chantier à 81,78%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèse (Installation de chantier pour l'Entrepreneur et la Mission de contrôle, Etudes d'exécution et Reconnaissance géotechnique complémentaire) ;
- Travaux préparatoires à 100,00%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèse (Débroussaillage et Décapage de terre végétale et abattage d'arbre) ;
- Terrassements à 100,00%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèse (Déblais mis en dépôt et Remblai provenant d'emprunts) ;
- Chaussée à 97,50%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèses (Couche de forme en graveleux latéritiques GL pour chaussée et accotements, Couche de fondation en GL pour chaussée et accotements, Couche de base en GL pour chaussée et accotements) ;
- Ouvrages d'assainissement et de protection à 92,08%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèses (fossés triangulaires, aménagement du chenal maçonné trapézoïdal, protection des talus en perrés maçonnés) ;
- Travaux confortatifs à 58,21%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèse (Délimitation et protection des cimetières, Aménagement de la rampe d'accès piétonnière et du chenal de ruissellement).

Pour le Pont (VIPP) de portée 81,2 ml :

- Travaux de terrassement de l'ouvrage à 97,09%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèses (Fouilles, Remblaiement des fouilles, Remblai contigu aux ouvrages, Forage des pieux de Ø 1000, Reprise des déblais de forage, Fourniture et installation des armatures pour pieux , Fourniture et mise en œuvre de béton QF 400 pour pieux, Recépage et Rehausse de pieux) ;
- Travaux de gros-œuvre de l'ouvrage à 100,00%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèses (Bétons de qualité Q 350 pour piles, culées, longrines et dalles de transition ; Béton de qualité Q 400 pour poutres, entretoises, et hourdis ; Armatures HA pour bétons à acier Fe 40 A et Fe E24 ; Lancement des 12 poutres préfabriquées) ;
- Travaux d'équipements de l'ouvrage à 26,58%, comportant l'exécution des tâches mises entre parenthèse (Bossages d'appuis, Bossages pour plots de vérinage, Appareils d'appui en élastomère fretté, Repères de nivellement, trottoirs et corniches en BA).

Le montant du marché de base d'un montant total de 2 451 036 818 F CFA HTT HD dont 2 088 036 818 pour les travaux et 363 000 000 pour les prestations de la mission de contrôle et de surveillance des travaux est financé à hauteur de 49,65% par la BOAD et le Budget National pour 50,35%.

À la date du 30 août 2017, le taux d'avancement financier global est de 82,72% pour le marché des travaux dont 70,87% pour la voie d'accès au pont et 90,27% pour le pont (VIPP).

5.10. Ministère de l'Artisanat et du Tourisme

5.10.1. Projet de Fléchage et l'Aménagement du Circuit Tourisme dans le Pays dogon phase II

Plusieurs pistes touristiques ont été déjà matérialisées dans divers villages dont :Djiguibombo, Sadia, Dimbal, Garou, Doundé, Guimadio, Ségué, Diallasogou, Gomosogou, Sangha, sites archéologiques d'Oundjougou,Daga, Amani-TereliDagaTereli, Songho, Kani-Kombolé,Kani-Bonzon, Teli, Enndé,Koporo Pen.

Aucune information financière n'a pu être obtenue auprès des services techniques compétents et ce, malgré l'insistance de la mission. Toutefois, au regard de la dix-septième Revue des projets/programmes de développement au 31 décembre 2016, le coût total s'élève à 627 millions de FCFA entièrement acquis sur le budget d'Etat et sur lequel 460 millions ont été décaissés, soit un taux de décaissement global de 73,37%.

5.11. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

5.11.1. Aménagement/Equipement Laboratoires des grandes Ecoles

Les principales acquisitions pour les laboratoires dans le cadre du projet sont :

- ✚ Au titre de l'exercice budgétaire de 2016 d'un montant de 200 millions de francs CFA
 - Acquisition de matériels de laboratoires au compte de l'ENI-ABT pour un coût total de 39,71 millions de francs CFA ;
 - Acquisition de mobiliers scolaires au compte de l'IPR-ISFRA pour un coût total de 24,85 millions de francs CFA ;
 - Acquisition de matériels informatiques, d'armoires climatiseurs et autres au compte de la DFM/MESRS pour un coût 106,81 millions de francs CFA.
- ✚ Au titre de l'exercice budgétaire de 2015 d'un montant de 146 millions de francs CFA
 - Acquisition d'équipements divers (véhicules, matériels de labo, informatiques) au profit de l'ENI-ABT, ENSUP, IPR/ISFRA, ENETP et la DFM.
- ✚ Au titre de l'exercice budgétaire de 2014 d'un montant de 200 millions de francs CFA
 - Acquisition de mobiliers scolaires au compte de l'ENETP pour un coût total de 48,71 millions de francs CFA ;
 - Acquisition de véhicules au compte de l'ENSUP pour un coût total de 59,5 millions de francs CFA ;
 - Acquisition de matériels agricoles au compte de l'IPR-ISFRA pour un coût total de 24,45 millions de francs CFA ;
 - Acquisition de matériels de laboratoires au compte de l'ENI-ABT pour un coût total de 24,98 millions de francs CFA.

Entièrement financé sur le budget national à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sous le numéro 2309, le montant total des décaissements s'élève à 1,447 milliard de francs CFA sur un montant total de financement de 1,72 milliard de francs CFA, soit un taux de décaissement 84,13% au 31 décembre 2016.

La situation des engagements au titre de 2017 d'un montant de 200 millions de francs CFA se présente comme suit :

- Marché AON 08/MESRS-DFM-DAMP/2017, lot n°01 relatif à l'achat de matériels de laboratoire pour le compte de l'ENSUP pour un coût de 84,534 millions de francs CFA ;
- Marché AON 08/MESRS-DFM-DAMP/2017, lot n°02 relatif à l'achat de matériels de laboratoire pour le compte de l'ENI-ABT pour un coût de 68,618 millions de francs CFA.

5.12. Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire

5.12.1. Projet d'aménagement et d'équipement de la maison des aînées

Les travaux d'équipements ont consisté principalement en :

la dotation de l'amphithéâtre en matériels bureautique et audio-visuel /

- 2010, acquisition de deux (02) véhicules 4x4 Pick-Up, de deux véhicules légers, d'un (01) groupe électrogène et des matériels bureautiques et informatiques ;
- 2013 ; équipement de la salle de rééducation, du cabinet ophtalmologique et échographique, acquisition d'un cardiogramme avec différentes sondes ainsi que l'achat d'un véhicule 4x4 station wagon ;
- 2014, acquisition d'un mini bus de 15 places et d'un bus de 30 places ;
- 2015, achat de deux (02) 4x4 Pick-Up, de matériels bureautiques et de communications ;
- 2016, achat de matériels pour l'atelier optique et de matériels bureautique et de communication.

La situation d'exécution financière

Le montant total des décaissements au 31 décembre 2016 s'élève à un milliard sept centcinquante un millions (1.751.000.000) francs FCFA sur un montant total de financement acquis de deux milliards cent dix-huit millions (2.118.000 .000) francs FCFA soit un taux d'exécution de 82,83% sur la période 2006-2016.

Sur les exercices budgétaires 2014, 2015 et 2016, le projet a bénéficié des montants respectifs de 172 000 000, 200 000 000 et 150 000 000 FCFA.

La décomposition de ces décaissements se présente ainsi qu'il suit :

- En 2015 : l'acquisition de (02) véhicules 4x4 Pick-up, la réhabilitation de bâtiments, l'achat de matériels médicaux ;
- En 2016 : la réalisation d'un forage, la réhabilitation de bâtiments, l'acquisition de matériels pour atelier optique, la réhabilitation du Toguna ;
- Les engagements de 2017 ont ciblé la construction des bureaux et d'un magasin R+1 ainsi que la réhabilitation du Bloc.

Constructions et réhabilitations de bâtiments :

- 2006, construction des bâtiments Toguna, réhabilitation des anciens bâtiments existants, le dallage et le pavage de la devanture et de la cour ;
- 2007, construction des salles de rééducation, réalisation du pavage autobloquant autour des bâtiments ;
- 2008, construction d'amphithéâtre de 300 places ;
- 2009, constructions de puisards et de toilettes ainsi que le pavage de la devanture du jardin ;
- 2010, construction d'un immeuble de bureaux R+1 ;
- 2011, travaux de construction d'un immeuble d'extension des salles de rééducation en immeuble de bureaux R+1 ;
- 2014, construction de la bibliothèque et réhabilitation de certains anciens bâtiments ;
- 2016, réalisation d'un forage positif et continuité des travaux de réhabilitation de Toguna.

5.13. Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne

5.13.1. Programme National Promotion Jeunesse (PNPJ)

Le PNPJ a pour objet de définir les besoins et aspirations prioritaires de la jeunesse, de formuler une stratégie collective pour aborder les problèmes de jeunesse, d'inciter à la planification stratégique et prospective des actions en faveur des jeunes et enfin de définir la manière dont la jeunesse doit participer au processus de prise de décision du pays.

Il est articulé autour de cinq (05) composantes principales :

- ✓ Encadrement socio-éducatif de la jeunesse ;
- ✓ Jeunesse et Vulnérabilité Sociale ;
- ✓ Jeunesse et insertion socio-économique ;
- ✓ Renforcement des capacités du secteur associatif/jeunes en matière de mobilisation, de citoyenneté et de culture démocratique ;
- ✓ Renforcement Institutionnel.

Les principales réalisations du projet de 2013 à nos jours se présentent comme suit :

- Équipement du siège du Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) ;
- Equipement de la Direction Nationale de la Jeunesse et ses services rattachés et déconcentrés, en matériels informatiques ;
- Formation et Équipement des jeunes dans les Camps de Jeunesse de Toukoto et de Soufouroulaye ;
- Réhabilitation du Bloc d'hébergement du Camp de Jeunesse de Toukoto ;
- Réhabilitation du siège du Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) ;
- Reprise des installations électriques de la Maison des Jeunes de Bamako et badigeonnage de bâtiment.
- Poursuite des travaux de réhabilitation du Camp de Jeunesse Soufouroulaye ;

- Construction/réhabilitation de Maisons de Jeunes, de Centres de Promotion des Jeunes, de Centre de Développement des Jeunes et du Palais des Pionniers ;
- Dotation de la Direction Nationale de la Jeunesse en Groupe électrogène ;
- Dotation de la Direction Nationale de la Jeunesse, les services rattachés et déconcentrés en équipement et matériels de bureau.
- Poursuite des travaux de rénovation du Carrefour des Jeunes de Bamako ;
- Rénovation du Camp de Jeunesse de Toukoto ;
- Équipement du Palais des Pionniers.

Du démarrage du projet au 31 décembre 2016, le montant total des décaissements s'élève à 2,642 milliards FCFA pour un financement acquis de 3,549 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 74,44% sur le financement intérieur.

Sur les trois dernières années, la situation d'exécution financière détaillée du projet se présente comme suit :

TABLEAU N°9 : La situation d'exécution financière détaillée de la PNPJ sur les trois dernières années
 ▪ Montant en millions de francs CFA

Rubrique	EXERCICE 2014		EXERCICE 2015		EXERCICE 2016	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
5-234-10	78	78	457	386	457	417
5-629-11	182	182	166	141	166	166
TOTAL	260	260	623	527	623	583

Sur les trois dernières années, il ressort de l'analyse du tableau que seule la dotation budgétaire de 2014 a été exécutée à 100%. Les deux dernières années (2015 et 2016) ont été exécutées respectivement à hauteur de 84,59% et 93, 57%.

Tableau N°10 : Travaux réalisés et paiements effectués sur la PNPJ de 2015 à 2017

Montant en millions de francs CFA

Intitulé des travaux	EXERCICE 2015		EXERCICE 2016		EXERCICE 2017	
	Travaux	Contrôle	Travaux	Contrôle	Travaux	Contrôle
Construction du Palais des Pionniers	121	40	596	10	385	20
Rénovation Camp de Jeunesse Soufroulaye	300	15	379	37	200	20
Clôture du Camp de Jeunesse	-	-	31	-	-	-
Réhabilitation Carrefour de Jeune/Avenant	22	-	163	-	25	-
Total	443	55	1 169	47	610	40

De 2015 à 2017, le total des paiements au titre des travaux effectués se chiffre à 2,317 milliards FCFA.

VI. LES PRINCIPAUX CONSTATS DES MISSIONS

6.1. Ministère de l'Agriculture

6.1.1. Projet de renforcement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire au Mali (PRIA Mali)

Suite aux visites de terrain à Sikasso, les principales préoccupations et constats soulevés sont les suivants :

- la non maîtrise de l'eau,
- l'insuffisance de petits matériels;
- la non disponibilité des semences en quantité et en qualité.

6.1.2. Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro (PRESAN-KL)

- ❖ Le caractère inclusif du projet avec la participation des services à travers des conventions de façon à garantir la pérennité des actions ;
- ❖ Le retard dans le processus d'acquisition de certains services et biens ;
- ❖ L'éventualité d'un gap de financement d'un montant de 5,748 milliards de francs CFA suite à l'évaluation et l'adjudication des marchés relatifs à l'aménagement de quatre (04) périmètres initialement estimés à 7,223 milliards de francs CFA.

6.1.3. Projet de renforcement de la résilience au Sahel (P2RS)

- ❖ La bonne performance relative au décaissement sur la contrepartie ;
- ❖ Le retard dans le démarrage des travaux des composantes I et II du fait de la lenteur dans l'obtention des ANO au niveau de la Banque ;
- ❖ Le recrutement des bureaux d'études et le démarrage effectif des études relatifs à l'identification des sites et des travaux de 186 forages et des infrastructures de base.

De façon globale, la mission a noté le faible taux de décaissement du projet dû à la qualité du projet à l'entrée. Cependant le recrutement des bureaux d'études et leur mobilisation sur le terrain constitue une étape importante et peut améliorer la performance de décaissement du projet si toutefois les ANO relatifs aux contrats des entreprises pour les travaux de 186 forages et des infrastructures rurales et le recrutement de l'ONG pour la mobilisation sociale sont obtenus avant la fin de l'année.

6.1.4. Contrat plan Etat – ADRS –Exploitants

La mission a rappelé à la Direction de l'ADRS la nécessité de procéder à l'évaluation du Contrat plan en cours, afin de formuler un nouveau.

Les travaux de réhabilitation du bas-fond de Kéniédifé dans le cercle de Kita ont été réalisés dans le cadre du PDRIK II. Eu égard à sa dégradation très avancée, l'ADRS a jugé nécessaire de le réhabiliter.

La délégation a visité tout ouvrage. Au terme de la visite, le principal constat qui se dégage est relatif à la bonne exécution des travaux par l'Entreprise.

Par ailleurs, la mission a mis l'accent sur l'entretien courant de l'infrastructure en vue de sa pérennisation.

6.1.5. Contrat Plan Etat-OPIB -Producteurs

D'une manière générale du démarrage du projet jusqu'à nos jours, il a connu une exécution satisfaisante suite à l'engagement des différents acteurs, l'Etat pour le financement, l'OPIB pour l'encadrement et les producteurs pour la mise en valeur des terres.

Malgré cette situation satisfaisante, la division assurant l'auto évaluation au sein de l'OPIB n'est pas suffisamment associée dans la réception des réalisations et l'acquisition d'équipements.

Toutefois, il convient de signaler que le montant total des engagements financiers dépasse largement celui du financement acquis. Cela s'explique non seulement par l'autofinancement que fait l'OPIB grâce aux bénéfices générés par ses propres activités mais aussi par l'appui des partenaires tel que Tanima2000, AMASSA-Afrique verte, l'ONG ALPHALOG, AJA-Mali, et le projet ONU-Femmes. Ces différents partenaires interviennent dans les domaines du maraîchage, de la transformation, de la conservation et du micro-crédit dans le cadre de la promotion des filières.

En termes de recommandation, il est nécessaire de :

- ❖ impliquer la Division Planification et Suivi-évaluation dans l'organisation des réceptions provisoires et définitives;
- ❖ investir les bénéfices générés par les activités créatrices de revenus dans des projets innovants.

6.2. Ministère de l'Economie et des Finances

6.2.1. Projet des filets sociaux jigième jiri/IDA

Les difficultés constatées sont entre autres:

- ❖ le retard accusé dans la confection des cartes;
- ❖ le non-respect du calendrier de paiement;
- ❖ les pertes de cartes ou de décès de bénéficiaires.
- ❖ difficulté de démarrage du projet à M'pessoba.

6.3. Ministère de l'Elevage et de la Pêche

6.3.1. Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso (PRODEFA)

À la suite des entretiens avec l'UAC, les bénéficiaires et de l'analyse documentaire, les principaux constats sont la suivante :

- ❖ l'enthousiasme de la population locale pour le plan d'eau empoisonné et l'engouement pour l'activité piscicole et son développement ;
- ❖ l'atteinte des objectifs de production de 25 tonnes par an et une augmentation importante de la surface totale des étangs ;
- ❖ la contribution au développement du sous-secteur de l'aquaculture dans la région de Sikasso au regard des résultats de l'évaluation du projet à sa cinquième année.

Au regard de ce qui précède et compte tenu des résultats encourageants enregistrés par le projet depuis son démarrage dans les autres axes d'intervention, il importe d'assurer la durabilité des acquis du projet.

6.4. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

6.4.1. Projet des Ressources Naturelles et Changements Climatiques

- ❖ l'existence d'une épidémie ayant entraîné la mort de certains poussins dans la ferme avicole de M. Alassane DOUCOURE dans le village de Touba SYLLA;
- ❖ la bonne réalisation des toitures voutées dans la ville de Banamba
- ❖ difficulté de trouver des maçons dans la ville de Banamba pour initier la population à la technique de construction voute nubienne;
- ❖ la diminution de la quantité d'énergie utilisée par les ménages en termes de climatisation et de ventilation, compte tenu du fait que ces bâtiments se caractérisent par une atténuation importante des variations de température à l'intérieur du bâtiment;
- ❖ l'existence de certaines essences non utiles dans les planchers de certaines bénéficiaires dans le périmètre maraîcher de l'Association PeralFaïdal du village de Dedji;
- ❖ l'existence dans ce périmètre maraîcher de GadiabaKadiel, d'arbres et d'herbes aux vertus thérapeutiques.

L'équipe, au regard de ces témoignages a présumé que le maintien des activités génératrices de revenus dans la zone permettra de soutenir non seulement le pouvoir d'achat des bénéficiaires mais aussi de transformer leurs conditions économiques et sociales dans un contexte de préservation de l'environnement. Les AGR sont un important substitut à l'utilisation et l'exploitation des ressources forestières d'où l'encouragement et l'exhortation des bénéficiaires à l'endroit du PGRNCC à financer des nouvelles zones tout en renforcer les sites déjà couverts. Une des externalités positives des AGR seraient de financer les frais de scolarités des enfants et des soins de santé des localités concernées.

La mission, à l'issue des échanges a constaté que l'effet des activités du PGRNCC se fait sentir au niveau de la perception des populations et les parties prenantes sur les modes de production et de consommation durables et les causes de la préservation permanente de la nature. Elle a également partagé ses opinions sur l'absence de communication sur le bilan des activités entre les services techniques locaux et le Service Local de la Planification de l'Aménagement du Territoire et de la Population (SPSIAP).

6.4.2. Le Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba

Toutes ces réalisations sont faites uniquement sur fonds BSI intérieur. Il est nécessaire de signaler que le partenaire néerlandais qui avait appuyé le projet en son démarrage en finançant les infrastructures s'est retiré conformément à ses engagements initiaux.

6.5. Ministère de l'Énergie et de l'Eau

6.5.1. Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba

Pour la construction du siège du Centre National de Conduite, constats sont de :

- ❖ l'exécution des travaux à hauteur de 99% pour un délai consommé d'environ 200%;
- ❖ le démarrage tardif des travaux suite au non-respect des plannings fournis par le Constructeur pour la réalisation des différentes activités (CNC);
- ❖ la lenteur dans le circuit d'approbation des différentes phases du projet;
- ❖ les changements des conditions fiscales des marchés par le Département en Charge des Finances (Sotuba II).

6.5.2. Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ere, 2eme, 5eme et 6eme Régions

- ❖ Site de SEGALA

Il ressort des constats que les trois forages ne suffisent pas à satisfaire les besoins des populations en eau.

- ❖ Site de Koniakary

Malgré l'enthousiasme de la population pour ce projet, il n'en demeure pas moins vrai que sa réalisation a causé du tort à cette même population. En effet, plus d'une dizaine de bornes ont été débranchées pour raison des travaux et n'ont pu être remises en état jusqu'à nos jours. La promesse de rembourser n'a pas été respectée. Une autre difficulté est apparue à travers la perte d'énorme quantité d'eau engendrée lors des mêmes travaux. Toutefois, l'entreprise s'est engagée à payer les frais relatifs aux réparations nécessaires. Ces contraintes ont amené certains ménages à financer par avance leur branchement mais ne sont pas à ce jour remboursés.

6.6. Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire

6.6.1. Projet d'aménagement et d'équipement de la maison des aînés

La mission recommande de :

- ❖ Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources ;
- ❖ Entreprendre un plaidoyer ou un lobbying pour attirer les partenaires ;
- ❖ Utiliser les bénéfices générés dans les activités produisant des revenus (salle de conférence et cantine) pour les investissements.

6.7. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation

6.7.1. Projet de réhabilitation des infrastructures de tutelle des Collectivités Territoriales

- ❖ Force est de constater que des efforts restent à consentir en vue de poursuivre les travaux de réhabilitation notamment au niveau du domicile du Directeur de Cabinet, au pied –à terre de San, des bureaux du Cercle de San.

Il ressort des constats que les travaux de la sous-préfecture de Koutiala sont arrêtés depuis deux (2) mois environ. Il est important de signaler que les travaux réalisés à la Préfecture de Sikasso ont été financés sur les charges communes du budget d'Etat régional.

6.8. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

6.8.1. Projet de réhabilitation des Centres d'auto promotion des femmes

Les principaux constats sont:

A Sikasso:

- ❖ l'érection en partie du Centre multifonctionnel en bureau pour l'ONG Convergence d'Actions pour l'Environnement et la Santé (CAES).;
- ❖ l'organisation des cours d'alphabétisation et d'activités génératrices de revenus pendant la période post récolte (avec l'appui de l'ONG Suisse Contact).
- ❖ la non clôture dudit Centre.

A Ségou:

- ❖ l'exposition de la plateforme de Bla aux intempéries de la cour du Centre ;
- ❖ l'insuffisance d'équipement du Centre d'Auto Promotion de Cinzana Gare ;
- ❖ la panne constatée à la plateforme de Cinzana Gare;;
- ❖ le retard dans les travaux de construction du Centre d'Auto Promotion de San .

6.8.2. Projet d'aménagement de l'espace de loisirs de la Cite des Enfants

Au titre des principaux constats, on peut noter :

- ❖ le retard dans la finition des travaux du parc dû au retard accusé dans l'exécution de certains travaux ;
- ❖ la démolition du grand hangar dont les normes de construction n'avaient pas été respectées;
- ❖ la mise en place d'un Comité de Suivi de tous les travaux

6.8.3. Construction/Equipement DPNF

Il demeure des travaux de finition à exécuter. Au stade de la réception provisoire, des réserves prononcées et qui doivent être levées avant la réception définitive.

6.9. Ministère de la Culture

6.9.1. Equipement/Conservatoire des Arts et des Métiers

- ❖ l'effectivité des travaux d'électrification et l'éclairage de la voie d'accès (réalisés à 100%), du forage (réalisé à 100%);

- ❖ le bitumage de la voie d'accès (Travaux en voie d'achèvement avec un taux de 95% de réalisation).
- ❖ les travaux de traçage, de bornage, de signalisation et des balises de la voie d'accès et d'installation du château restent à réaliser;
- ❖ la non réception du Château en raison des réserves relatives au support de la cuve dont la capacité fait 2000 m³.

6.10. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement

6.10.1. Acquisition/réparation des engins lourds

- ❖ le parc vieillissant de la structure hérité de la réforme limitant du coup les interventions aux nombreuses sollicitations ;
- ❖ le processus d'acquisition de nouveaux engins enclenché à partir de 2015 à travers les marchés de fourniture d'engins lourds, notamment un camion grue et une bétonnière en 2015 et de trois camions en 2017 ;
- ❖ le nombre important d'interventions à plusieurs niveaux ;
- ❖ le sous équipement des antennes locales (Gao, Douentza et Kayes).

De façon globale, la mission a noté avec satisfaction la dynamique de la structure à se renforcer davantage à travers l'acquisition de nouveaux équipements de manière à répondre aux sollicitations d'urgence.

6.10.2. Construction bureaux/annexes DFM du Ministère de l'Équipement et du Désenclavement

- ❖ Le retard considérable des travaux de construction de la DRH d'un délai de six (06) mois dont les travaux ont démarré en 2016 ;
- ❖ Les insuffisances (fissures) relevées au niveau des bâtiments de la CPS dont la réception a été faite en 2014.

6.10.3. Projet d'aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS)

À la suite des entretiens, des visites de chantier et de l'analyse des documents mis à la disposition de l'équipe de la mission, le principal constat qui se dégage est que les travaux du lot 1 sont entièrement exécutés et ceux du lot 2 sont au stade final. Suivant les nouveaux délais, la fin des travaux est prévue pour octobre 2017.

Par ailleurs, les modifications enregistrées au cours de l'exécution des travaux auront une incidence financière sur le budget prévisionnel du projet. A cet effet, un avenant est cours d'approbation.

6.10.4. Travaux de construction et de bitumage de la bretelle Katélé (RN7) -Kadiolo-Zégoua

Suite aux différents entretiens effectués, la reconnaissance du tronçon et l'analyse des documents mis à la disposition de l'équipe de la mission, les constats sont les suivants :

- ❖ l'état de dégradation actuelle du réseau ;

- ❖ des conditions alarmantes de circulation (en période hivernale) des personnes et des biens.

Au regard de ce qui précède, la réalisation du projet est nécessaire et même urgente. À cet effet, les efforts doivent être pris pour diligenter le démarrage très rapide des travaux. Outre l'état de dégradation actuelle et les conditions alarmantes de circulation l'intérêt économique et social qui découle de la réalisation du projet est très élevé, et cela à travers des Taux de Rentabilité Interne (TRI) qui se situent au-dessus de 12% selon les études d'APD du projet.

6.10.5. Reconstruction pont Kouoro barrage RN11 Sikasso-Koutiala

Suite aux différents entretiens effectués, la visite du chantier et l'analyse des documents mis à la disposition de l'équipe de la mission, le principal constat est que l'avancement global des travaux de l'ordre de 82,72% est supérieur au délai consommé qui est de 78,56%, cela malgré un retard accusé au démarrage des travaux. Ce taux d'avancement global des travaux dénote de l'effort entrepris par les parties prenantes du projet pour livrer l'ouvrage avant la fin du délai contractuel prévu pour le 19 décembre 2017. Toute chose qui est une bonne chose dans le respect des délais contractuels dans l'exécution des travaux. Aussi, de l'avis du bureau de contrôle et de la DRR, la qualité des travaux est très satisfaisante.

6.11. Ministère de l'Artisanat et du Tourisme

6.11.1. Projet de Fléchage et l'Aménagement du Circuit Tourisme dans le Pays dogon phase II

- ❖ invisibilité des panneaux en raison non seulement des insuffisances liées à leur taille (longueur) mais aussi de leur position géographique (le rapprochement des panneaux métalliques à ceux confectionnés en matériaux locaux dénature l'aspect culturel et touristique).

6.12. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

6.12.1. Aménagement/Equipement Laboratoires des grandes Ecoles

- ❖ Absence de plan d'investissement/acquisition d'équipements pour les laboratoires de grandes écoles ;
- ❖ Le financement de certaines actions dans le cadre du projet, notamment l'acquisition de véhicules et autres risquerait d'entraver l'atteinte des résultats du projet.

De façon globale, la mission a noté la fourniture d'équipements de laboratoires sur les trois (03) dernières années aux quatre (04) écoles (ENSUP, ENETP, IPR et ENI), cependant recommande à la DFM d'engager un processus d'évaluation des besoins des bénéficiaires en termes d'équipements de labos et de consacrer l'essentielle des dotations budgétaires à leur acquisition.

6.13. Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne

6.13.1. Programme National Promotion Jeunesse (PNPJ)

À la suite des entretiens, des visites des réalisations physiques et de l'analyse des documents mis à la disposition de l'équipe de la mission, les différents constats se dégagent :

- ❖ le retard accusé dans l'exécution des travaux notamment les travaux du mur de clôture et de l'électricité ;
- ❖ la proximité par endroit des poteaux électriques du goudron ;
- ❖ le manque d'équipements (non prévu) pour l'administration.

VII. LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DES MISSIONS

Les principaux enseignements tirés au terme des missions de suivi physique et financier se résument, entre autres à :

- la collecte des données fiables sur l'état d'exécution physique et financière auprès projets visités ;
- la visibilité des missions et attributions de la DNPD par certains acteurs sur le terrain ;
- la mise en place par l'Etat, à travers les services techniques appropriés et les collectivités décentralisées, de mécanismes pour assurer la viabilité/pérennité des infrastructures réalisées après la clôture des Projets ;
- la difficulté d'accès aux informations des structures de tutelle de certains projets/programmes (problème d'archivage et de mobilité/indisponibilité du personnel...) ;
- l'absence de dispositif adéquat de suivi évaluation au niveau de certains P/P ;
- la nécessité d'intensifier les missions de suivi physique et financier eu égard au manque d'informations fiables et à jour sur le niveau de réalisation des activités d'une part et, le renforcement dans la compréhension et la résolution de certaines difficultés, d'autre part ;
- l'absence ou l'insuffisance dans la stratégie d'intervention de certains projets surtout ceux ayant une durée de vie assez longue ;
- le besoin de réorientation des interventions futures (phases) de certains projets dans le souci d'améliorer davantage leur impact sur les conditions de vie des bénéficiaires ;
- la pertinence et la perception des effets immédiats de certaines réalisations dans le développement socio-économique des zones visitées ;
- le retard dans les travaux au niveau du programme de mobilisation des ressources en eau et assainissement.

VIII. DIFFICULTES, RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Difficultés/Problèmes Rencontrés	Causes	Mesures/Solutions proposées	Struct/Orga responsables	Délai d'exécution
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA MALI)					
1	Retard dans le démarrage des travaux	<p>Retard dans la livraison et la distribution des semences aux niveaux régions ;</p> <p>Retard dans l'acheminement des semences auprès de producteurs ;</p> <p>Insuffisance de semences ;</p> <p>Manque de matériels de semis et de post récolte ;</p> <p>Mauvaise planification et insuffisance de suivi.</p>	<p>Renforcer le dispositif de suivi dès le début de la campagne agricole ;</p> <p>Acheminer les semences dans les régions et aux producteurs à temps ;</p> <p>Fournir aux coopératives des semences, engrais, herbicides et insecticides en qualité et quantité ;</p> <p>Doter les coopératives en matériels nécessaires</p> <p>Améliorer la planification.</p>	DFM/MA, PRIA, IER, Service Semencier, DRA, Coopératives et Bénéficiaires.	Du début jusqu'à la fin de la campagne agricole
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA REGION DE KOULIKORO (PRESAN-KL)					
2	Le retard dans le processus d'acquisition de certains services et biens	Lenteur dans le processus au niveau de la DFM	Transférer les dossiers d'acquisition au niveau des offices bénéficiaires de façon à accélérer le processus comme le prévoit l'Accord de financement du projet	Cabinet DFM	Janvier 2018

3	L'éventualité d'un gap de financement d'un montant de 5,748 milliards de francs	Sous-évaluation des coûts au montage du projet	Prendre des dispositions nécessaires pour la prise en charge du Gap éventuel par le partenaire.	UEP/PRESAN-KL	Immédiatement
PROJET DE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)					
4	Le retard dans le démarrage des travaux des composantes I et II du fait de la lenteur dans l'obtention des ANO au niveau de la Banque	Lenteur dans le processus au niveau de la BAD	Impliquer la CSPP dans le processus d'obtention des ANO	UEP/P2RS	Permanent
CONTRAT PLAN ETAT – ADRS –EXPLOITANTS					
5	Retard dans le démarrage du Contrat Plan	Processus de signature du document projet	Diligenter la signature	Etat	Au plus un mois
6	Lenteur dans les procédures de passation de marché	Délai de traitement des dossiers trop long	Diligenter le traitement	Département, DGMP, Contrôle Financier	Respect du délai de traitement
7	Retard dans la fourniture des livrables par des prestataires	Non-respect des engagements	Appliquer les pénalités de retard	ADRS	Respect du délai contractuel
8	Sous-équipement des exploitants agricoles	Faible revenu des exploitants agricoles Insuffisance d'organisation des exploitants agricoles	Poursuite de la subvention de l'Etat ; Appui des partenaires ; Facilité d'accès au crédit bancaire et des SFD	Etat Programme/projet Exploitants agricoles	

PROJET DES FILETS SOCIAUX JIGISEME JIRI/IDA

9	Retard dans le paiement.	Retard dans la confection des cartes ; Décès de bénéficiaire ;	Diligenter la confection des cartes ; Remplacer les cas de décès par les ayants droits ; Diligenter le démarrage des activistes (communes de Paquet NP).	Etat, UGP des filets sociaux et Banque Mondiale	Immédiat
---	--------------------------	---	--	---	----------

PROJET DES RESSOURCES NATURELLES ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

10	Faible communication entre les acteurs de mise en œuvre du projet sur le terrain	Faible existence d'espaces de dialogue et de communication	Amélioration des espaces de dialogue et de communication et leur animation sur les activités du projet	AEDD	Immédiat
11	Non prise en compte de la commune de Nioro Tougouné dans le cercle de Nioro comme commune du projet	Non prise en compte à travers l'étude de sélection des communes	Prendre en compte la commune de Nioro Tougouné comme commune du projet car elle abrite la forêt de Lorack Bane	AEDD (coordination du projet)	Au cours de la restructuration du projet

PROJET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TUTELLE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

12	Retard et insuffisance dans les travaux de finition (arrêt du chantier relatif à la Préfecture de Koutiala, retard dans les travaux à San).	Mauvais choix des entreprises ; Insuffisance de suivi régulier et rapproché.	Réparation des endroits mal faits ; Reprise es insuffisances constatées ; Faire un suivi régulier et rapproché.	DFM/MAT, Entreprises adjudicataires du marché	Avant fin 2017
----	---	---	---	---	----------------

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE SOTUBA 2490					
13	Insuffisances de ressources complémentaires pour réaliser à hauteur de souhait toutes les activités du projet à dans le délai impartial.	Absence de partenaires technique et financiers pour appuyer le projet.	-Amener les partenaires à s'intéresser au projet, -faire des plaidoyers pour avoir les ressources	Ministère de l'énergie et de l'eau, Direction de l'AGENCE ;	Pérenne
14	Financement insuffisant	Réduction de l'enveloppe allouée au projet sur le BSI	Utilisation du financement acquis pour les besoins prioritaires ; Mobiliser suffisamment de ressources pour augmenter le financement.	DNPD	Pérenne
PROGRAMME NATIONAL DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU /ASSAINISSEMENT AEP CENTRES SEMI URBAINS EN 1ERE, 2EME, 5EME ET 6EME REGIONS					
15	Redémarrage de travaux	Fin de délai de validité de l'Arrêté d'exonération	Proroger le délai de validité de l'Arrêté d'exonération	MEE/ DNH	1 MOIS
16	Insuffisance de communication entre la Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes et la Coordination du Programme sise à Bamako, le bureau d'ingénieur conseil et les entreprises	Toutes les réunions de coordination des activités se passent à Bamako sans l'information et la participation des Directions Régionales concernées.	Discussion avec la coordination du Programme	Coordination du Programme	Avant la fin du projet
17	Les entreprises ne donnent aucune information sur l'état	Toutes les instructions sont données aux entreprises à Bamako et elles	Implication de la Directeur	Coordination du programme	Avant la fin du

	d'avancement des travaux à la Direction régionale de Kayes	ne sentent plus liées à la Direction Régionale et rendent compte directement à Bamako.	Régionale à tout le processus.		projet
PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE NATIONAL DE CONDUITE (CNC) ET DU DOUBLEMENT DE LA CAPACITE DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE SOTUBA					
18	Extension du contrat du de l'IC transmis à partir du 7 août 2017 à la BOAD ANO de la BOAD reçu le 03 octobre 2017	Consultant non couvert par un contrat	Processus de la finalisation du contrat en cours avant la transmission de la copie de la BOAD	EDM sa et GOPA INTEC s/c Ministère de l'Energie et de l'Eau.	Octobre 2017
19	Raccordement des postes sources EDM sa sur le réseau à Fibre Optique (Koulikoro et Kati) ;	Prévisions CNC : Le raccordement au réseau E Gouv & E post. Le MENIC a décliné la demande au motif que nos postes ne sont pas prévus à raccorder et Pb délai incompatible	Projet en urgence Liaison FO KATI CNC Liaison FO BalkouKoulikoro	Ministère de l'Energie et de l'Eau.	Immédiatement
20	Centrale de Dar Salam : Gestions à partir des départs, les 2 groupes existants ne participeront pas à l'AGC.	Non traitée par la phase 01 du projet de Darsalam	Projet complémentaire SCCN : les 2 groupes existants participeront à l'AGC lors de la mise en service des 3 nouveaux groupes. La production des 2 groupes existants sera gérée à partir des départs reliant les groupes au réseau.	Programme d'investissement	Moyen terme

21	Information manquante sur les schémas à la centrale de SOPAM	SOPAM (faute de plans existants)	EDM sa et les constructeurs doivent collaborer pour la reconstitution éventuelle.	EDM sa pour la coordination	Cours terme
22	Modélisation DMS (Réseau HT Distribution Publique et clients BT) des efforts à faire	la collecte des données réseau un vaste chantier à financer. la base de données DMS Clients incomplète : manquent les coordonnées géographique et le rattachement au transformateur d'alimentation.	Projet avec appel à candidature pour la collecte et le transfert de technologie aux jeunes recrues/action permanente EDM sa pour la mise à jour et la maintenance du système DMS Travail en régie avec les RH aux compétences avérées. Recherche de l'investissement.	Programme d'investissement quinquennal	Moyen terme
23	Retard dans la mise en vigueur des Contrats	Changement de régime fiscal du projet	Maintenir le régime fiscal convenu avec les entreprises et délivrer un arrêté d'exonération en faveur du projet	Ministère de l'Economie et des Finances	Immédiatement
24	Emprise des travaux occupée par les maraichers	Non indemnisation des personnes affectées par le projet	Procéder à l'indemnisation effective et au déguerpissement des personnes.	Ministère de l'Urbanisme et de l'habitat	Immédiatement
PROJET DE REHABILITATION DES CENTRES D'AUTO PROMOTION DES FEMMES					
25	Difficulté dans la fonctionnalité du Centre multifonctionnel de Koutiala	Confusion dans le statut institutionnel du Centre multifonctionnel de Koutiala (confusion entre le Ministère en charge de la	Transfert institutionnel du Centre multifonctionnel de Koutiala au compte du Ministère en charge de la Promotion de la Femme	MPFEF, MEFP, FSN, DNPF, Gouvernorat	Sans délai

		Promotion de la Femme et le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle)			
26	Retard dans l'achèvement des chantiers en cours (Centre de San, mur de clôture de Kignan...)	Mauvais choix des entreprises adjudicataires des marchés et mauvais suivi	Prendre des dispositions pour achever les Centres en cours et renforcer le suivi	Cabinet MPFEF, DFM/MPFEF, DNPF, Bureaux de Contrôle	Avant fin juin 2018
27	Insuffisance/manque d'équipement dans les Centres de Cinzana Gare, Zébala et Soungoumba	Mauvaise planification des activités	Prendre des dispositions pour bien planifier et équiper les Centres de Cinzana Gare, Zébala et Soungoumba	Cabinet MPFEF, DFM/MPFEF, DNPF	Avant fin juin 2018
28	Panne de la plateforme multifonctionnelle de Bla	Mauvais entretien de la plateforme ; Exposition de la plateforme aux intempéries ; Manque de personnel qualifié.	Suivi et entretien régulier des équipements ; Recrutement de spécialiste.	MPFEF, DNPF, DRH, CT, Bénéficiaires	Sans délai
PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE DE LOISIRS DE LA CITE DES ENFANTS					
29	Mobilisation des fonds nécessaires	Les fonds alloués par le budget pour le bon fonctionnement de la structure sont insuffisants Les bailleurs financent juste les activités socio-éducatives mais pas les autres activités.	Que l'Etat accompagne davantage le financement des activités majeures de la Cité et solliciter l'appui des PTF	MEF Bailleurs	2018

30	La lenteur dans le circuit financier	La non maîtrise du SIGMAP La lourdeur Administrative	Formation de tous les acteurs Assister les structures dans la procédure de signature des contrats de marché	DGMP DNCF	3 jours
EQUIPEMENT/CONSERVATOIRE DES ARTS ET DES METIERS					
31	Retard du démarrage des travaux du forage	Lenteur de l'entreprise	Mise en garde verbale à l'entreprise pour commencer les travaux en les exécutant dans le respect des délais.	CAMM BFK	2 semaines
32	Retard dans la réalisation des études demandées	Absence d'un planning d'exécution des travaux	Demande à l'entreprise de fournir un planning d'exécution des travaux.	CAMM BFK	2 semaines
CONSTRUCTION BUREAUX/ANNEXES DFM DU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT					
33	Le retard considérable des travaux de construction de la DRH d'un délai de six (06) mois dont les travaux ont démarré en 2016	Faible capacité financière de l'Entreprise contractante	Prendre des dispositions nécessaires pour finaliser les travaux	DFM/MED	Immédiatement
PROJET D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES STRUCTURANTES (PAIRS)					
34	Retard dans l'exécution des travaux (non-respect du délai contractuel)	Démarrage tardif des travaux dû au retard pris dans le déplacement des réseaux des concessionnaires	- Proroger le délai contractuel à travers un avenant	MED/DNR	Immédiat
35	Signature et approbation de l'avenant	Etudes géotechniques complémentaires non prévues	-Diligenter la signature de l'avenant	MED/MEF(DGMP-DSP)	Immédiat

		initialement Lenteur dans le processus de signature de l'avenant			
TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE DE LA BRETELLE KATELE (RN7)-KADIOLO-ZEGOUA					
36	Retard dans le démarrage des travaux	Retard accusé dans l'attribution des marchés	Diligenter le processus d'attribution des marchés en cours	MED-DNR-DFM/AGETIPE/MEF-DGMP-DSP	Sept-Oct 2017
37	Morcellement des travaux en phase	Insuffisance de la dotation budgétaire	Augmenter le niveau de dotation budgétaire accordé au projet	MEF/DNPD	Juin 2018
PROJET DE RECONSTRUCTION PONT KOUORO BARRAGE RN11 SIKASSO-KOUTIALA					
38	Paiement des Décomptes émis par l'entreprise	- Retard dans le paiement de la part BOAD du projet	Diligenter le paiement des décomptes de l'entreprise en souffrance	MEF-DGDP-CSP/MEF-DNR-DFM	Immédiat
PROJET DE FLECHAGE ET L'AMENAGEMENT DU CIRCUIT TOURISME DANS LE PAYS DOGON PHASE II					
39	Invisibilité des panneaux indiquant les pistes touristiques et monuments culturels.	Taille des panneaux courte ; Co existence des panneaux métalliques avec ceux confectionnés en pierre (dénaturation de l'aspect culturel).	Réfection des panneaux ; Interdire le rapprochement des panneaux métalliques avec les panneaux en pierre.	MAT/DNTH/ATPM	Immédiat
PROJET D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA MAISON DES AINES					
40	Faible capacité financière et la	Absence de partenaires techniques et financiers, la décision du collectif	-Demande de rallongement	MSAH/DNP/DGB	Permanent

	réduction du budget	budgétaire	duprojet -Augmentation des crédits alloués		
41	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE AQUACOLE DANS LA REGION DE SIKASSO(PRODEFA)				
42	Lenteur dans l'exécution des activités financées par le Royaume de Belgique et le BSI	Procédures non comprises par les administrateurs (complexes) Cycle budgétaire et les procédures de passation des marchés publics ne prennent pas en compte le cycle d'empoissonnement	Former les administrateurs sur les procédures du bailleur Faire des Mandats de délégation auprès de la DRB de Sikasso au profit du projet pour lui permettre de passer localement les marchés d'alevins	MEP/UAC/CTB MEP-DFM/MEF-DGB-DRB	Nov-Dec 2017
AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLE					
43	Faible couverture des besoins des laboratoires en équipements de laboratoires	Financement de certains besoins de la DFM sur le projet	Elaborer en rapport avec les écoles bénéficiaires un plan d'investissement à long terme pour les laboratoires	DFM/MESRS	Janvier 2018
PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE (PNPJ)					
44	Morcellement des travaux en phase	Insuffisance de la dotation budgétaire	Augmenter le niveau de dotation budgétaire accordé au projet	MEF/DNPD	Juin 2018

CONCLUSION

Les présentes missions s'inscrivent dans le cadre des actions de la DNPД au titre du Plan de Réforme de la gestion des Finances Publiques au Mali (PREM) à travers l'amélioration de l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les Projets/Programmes d'investissements publics au Mali.

Elles ont permis de recueillir et de publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali en vue d'améliorer la qualité de programmation et de budgétisation des investissements publics.

Certes des acquis physiques ont été constatés sur le terrain, il convient cependant de les pérenniser, d'accompagner et de renforcer la dynamique des investissements réalisés, mais également d'assurer leur bonne exécution dans le temps imparti. Aussi, il reste entendu que certains P/P connaissent des difficultés liées, notamment aux insuffisances notoires dans leur préparation, au manque d'un dispositif adéquat de suivi évaluation au niveau de certains Projets visités et au retard accusé dans l'exécution de certains travaux.

Par ailleurs, des efforts doivent être fournis pour améliorer davantage la conception des Projets en y intégrant la composante Suivi-évaluation ou, au besoin, élaborer un manuel de procédures administratives, financières et comptables. A cet effet, il sera souhaitable d'impliquer la DNPД dans l'identification, la préparation, la négociation avec les PTF et le Suivi-évaluation des Projets/Programmes de développement.

Le passage des équipes de mission a suscité un grand intérêt tant au niveau des gestionnaires des projets qu'au niveau des autres acteurs impliqués, notamment les bénéficiaires.

Les missions recommandent vivement aux structures de tutelle des Projets et Programmes, le renforcement du dispositif de Suivi-évaluation des investissements et la rigueur dans le processus de passation des marchés de façon à assurer la qualité des ouvrages.

Le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations contribuera à rationaliser davantage la gestion des investissements et à accroître leurs impacts sur le bien-être des bénéficiaires. A cet effet, la mise en place d'un comité chargé de leur suivi sera salutaire.